

Paris, le 23 mars 2021

# **Pour un logement décent et accessible pour toutes et tous !**

*Le 27 mars prochain, à l'occasion des journées européennes pour le logement, nous manifesterons toutes et tous contre les expulsions locatives, pour disposer d'un logement digne, décent et moins cher.*

## **Explosion de la pauvreté et des inégalités !**

La crise sanitaire et économique a provoqué une hausse particulièrement importante de la pauvreté, sans compter le nombre de chômeur-euses malgré le dispositif du chômage partiel. Les personnes en situation de pauvreté rognent sur l'ensemble des dépenses pour pouvoir survivre les loyers et toutes les dépenses contraintes liées à la vie quotidienne, entraînant notamment une augmentation de la précarité énergétique ! Du fait de la crise, en 2020 en France, c'est 1 million de pauvres supplémentaires, 10 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, dont nombre de travailleur-euses (avec ou sans papiers d'ailleurs) pour qui le revenu du travail suffit à peine pour survivre. On craint dans les mois qui viennent une explosion des impayés de loyers, souvent bien trop chers, et par suite des procédures d'expulsions qui mènent généralement à l'exclusion sociale et font plonger dans une misère plus grande encore. Alors que le pays regorge de richesses, il n'y a pas assez de logements sociaux pour héberger les personnes en difficulté. De plus les étudiant-es à qui les aides au logement ont été rognées, sont obligé-es de se loger dans des conditions indignes et insalubres. Rappelons que grâce, notamment, à la loi ELAN, le secteur est toujours plus incité à se financer sur les marchés financiers et à cesser de solliciter l'épargne déposée sur les livrets A, pourtant le financeur traditionnel du logement social, ce alors qu'ont été déposés plus de 26 milliards d'euros sur les livrets A en 2020 !

## **Le logement, enjeu social et écologique de premier plan !**

Dans une période de crise comme nous la connaissons, il est pourtant indispensable de construire et réhabiliter les logements destinés aux populations les plus fragiles mais aussi pour les rendre accessibles aux personnes en situation de handicap. Le gouvernement a fait un choix inverse en consacrant à peine 1% des sommes de son plan de relance à ces chantiers essentiels. C'est par ailleurs un enjeu écologique fort du fait de la nécessaire rénovation thermique des logements précaires pourvoyeur d'un nombre d'emplois important, sans compter ceux liés à la construction de nouveaux logements. Alors que les plans de licenciement se multiplient, que la précarité des contrats de travail augmente dramatiquement, accéder à un emploi de qualité et donc à un logement décent est un enjeu essentiel. Sachant par ailleurs que près de 3 millions de logements sont vacants en France : il est urgent de lutter contre la spéculation immobilière rendant l'accès à la propriété toujours plus illusoire, en la taxant et de pourchasser les bailleurs fraudeurs et autres marchands de sommeil !

Tout est lié, le mal logement et pire son absence est une des traductions de la précarité galopante dans ce qu'elle a de plus insupportable. Alors que nos pays débordent des richesses produites mais si mal réparties, il ne saurait être question que la population ne dispose pas d'un logement digne et décent. Chacun-e doit pouvoir accéder à un logement, avec un loyer accessible et des aides au logement à la hauteur des besoins, sans avoir à hypothéquer, ses autres postes de dépenses Il n'est plus acceptable que des personnes cumulent bas salaires, précarité énergétique par les coupures de d'énergie, devoir vivre dans une passoire thermique, et redoutent d'être expulsé.es.

**Le 27 mars, partout en Europe, Amsterdam, Athènes, Bruxelles, Belgrade, Barcelone, Paris... toutes et tous manifestons pour le droit au logement : Arrêt des expulsions, non au loyer cher, oui à un logement digne, décent durable et écologique pour tous.tes, sans discriminations !**